

L'année 1968 s'est à nouveau ouverte dans le pessimisme, l'anxiété, et l'incertitude. Beaucoup de journaux, de commentateurs, surpris ou attristés, parlent, avec un bel ensemble, de répression, de déflation, etc... Sans surprise, sans tristesse, le dernier numéro de l'Avant-Garde-Jeunesse, annonçait, peu de temps après la dévaluation anglaise, « l'ouverture possible d'une nouvelle période d'instabilité dans le capitalisme ». Les nouveaux éléments d'information dont nous disposons aujourd'hui confirment, pour l'essentiel, cette prévision. La balance des paiements anglaise n'a pas enregistré le redressement spectaculaire attendu, et le « Financial Times » soulignait, un mois après la dévaluation de la Livre, la faiblesse des mouvements de capitaux vers Londres (« Le Monde », 4-1-68). La balance des paiements américaine, de son côté, a présenté pour 1967 un déficit encore plus lourd que prévu : près de quatre milliards de dollars. Enfin, les vagues de spéculation contre le dollar (c'est-à-dire, les demandes massives de conversions de dollars en or) ont lourdement atteint les insuffisantes réserves d'or des Etats-Unis. On ignore le montant exact de ces pertes, mais on sait (« Le Monde », 5-1-68) qu'en décembre 1967, 925 millions de dollars sous forme d'or ont été transférés de Fort Knox (réserve d'or des Etats-Unis) au Fonds de Stabilisation des Changes des Etats-Unis (l'organisme qui intervient sur le marché de l'or de Londres pour soutenir le cours du dollar). On sait aussi qu'une très large part de ces 925 millions de dollars ont couvert les pertes dues aux spéculations.

Récession sur l'Europe

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT AMERICAIN

L'ampleur du problème qui est ainsi posé aux Etats-Unis est d'ailleurs révélé par l'ampleur des mesures prises, pour essayer de réduire le déficit de la balance des paiements américains de trois milliards de dollars en 1968. Le moins qu'on puisse dire du petit cadeau de nouvel an du président Johnson est qu'il n'est pas réjouissant. Les principales mesures prévues sont les suivantes : interdiction de nouveaux investissements américains en Europe et en Afrique du Sud ; pour d'autres pays (Grande-Bretagne, Canada, Japon), les investissements américains sont limités à 65 % de leur niveau moyen 1965-1966. Le gouvernement américain espère ainsi réduire d'un milliard de dollars le déficit de sa balance des paiements. Les autres mesures vont dans le même sens : restrictions sur les voyages des touristes américains à l'étranger, restrictions des prêts bancaires américains à l'étranger, compression des dépenses administratives américaines à l'étranger. D'autres mesures sont à l'étude et seront sans doute appliquées bientôt : c'est ainsi que M. Katzenbach, sous-secrétaire d'Etat américain, a confirmé que les Etats-Unis pourront accorder des ristournes à leurs exportateurs et instituer des taxes sur les importations. Il s'agit évidemment, en favori-